

Jean-Philippe Raud Dugal
12 novembre 2007

Turkménistan. Un destin au carrefour des empires (Sébastien Peyrouse)

Sébastien Peyrouse, *Turkménistan, Un destin au carrefour des empires*, Belin, Coll° Asie Plurielle, 2007.



C'est un visage inconnu, un nom qu'on a tendance à oublier voire à négliger dans un monde menaçant dans lequel ces républiques de l'ex-URSS tendent de s'ébrouer et où les dictateurs sont légions. Sébastien Peyrouse nous propose de réparer cette erreur tragique à travers cet ouvrage de la collection *Asie Plurielle* dirigée de main de maître par notre Cassandre préférée alias Pierre Gentelle.

Une société et une histoire originale

Situés aux marges méridionales de l'ancien empire Russe, héritiers d'une histoire ancienne prestigieuse, des Parthes, à Gengis Khan d'Alexandre le Grand à Tamerlan, les futurs Turkmènes ont-ils été des sujets passifs soumis aux influences de leurs voisins plus que les propres acteurs de leur destin ? A la fin du XIX^e siècle, l'arrivée des cosaques installés dans les forteresses construites dans les steppes a coïncidé avec de grandes réformes agraires au tournant du siècle. Soumise aux soubresauts de l'Empire soviétique comme en témoignent les quelques 200 000 hommes qui ont été mobilisés lors de la seconde guerre mondiale sur une population de 1.3 million d'habitants.

Une volonté commune : L'autonomisation et l'indigénisation sous Brejnev permettent aux habitants de prendre conscience de leur individualité et de la nécessité de suivre une voie commune engagée dès le début du XX^e siècle, quand les élites locales ont compris l'importance de l'identification nationale comme moteur des changements politiques et sociaux espérés. Sur le plan économique, le régime investit majoritairement dans le secteur pétrolier alors que la population croît rapidement de 82% entre 1959 et 1989 pour se situer aux environs de 6 millions d'habitants (43% ont moins de 20 ans). Les élites locales mécontentes du cours décidé par Moscou cherchent à freiner les mesures de libéralisation.

Une société clanique : La société turkmène pré-coloniale fonctionnait selon des hiérarchies sociales relativement souples dans lesquelles un rôle important est accordé aux filiations de prestige. Les classes sociales dominantes sont composées des dirigeants militaires et des

propriétaires riches en bétail ainsi que des dynasties religieuses. Ainsi, malgré la période d'occupation russe, la référence clanique perdure non seulement au niveau politique mais également dans le fonctionnement de la société. Il semble que les stratégies claniques aient été en grande partie freinées par le caractère dictatorial du régime. Les clans sont en plus en concurrence pour l'accès à la fonction publique mais également pour la domination des territoires riches en hydrocarbures.

Une dictature moderne ?

Les quinze premières années d'indépendance du Turkménistan sont associées à la personnalité mégalomane du président Saparmurat Niazov à travers des ersatz des plus belles heures de la propagande stalinienne : culte de la personnalité, absence de structures étatiques différenciées de la figure présidentielle, absence de médias indépendants, restriction de tout accès au monde extérieur... Pourtant, en 1991, 98% de la population vota en faveur du maintien de l'Union Soviétique. C'est donc contrainte et forcée qu'elle doit proclamer son indépendance le 22 octobre 1991.

S. Niazov qui prit la tête du pays, réduisit de manière drastique le nombre de députés. Il disposa d'un pouvoir immense et nomma les responsables à tous les niveaux de la société. A l'instar du législatif, le pouvoir judiciaire fut entièrement dévoué à la solde du pouvoir exécutif qui ordonna un système politique fondé sur les purges. Le monolithisme du pouvoir fut assuré par un contrôle extrêmement étroit de la société. La publication en 2001 du Rhunama (« l'uvre de l'esprit) livre du président considéré comme le second livre saint après le Coran complète un tableau peu reluisant que l'auteur a su parfaitement restituer.

Dans ces conditions, la société civile n'a pas pu s'organiser, l'arbitraire policier et judiciaire a menacé chaque individu, même non engagé politiquement. Le Turkménistan est ainsi un des pays les plus décriés par la communauté internationale. Bien qu'en 2004, les activités des ONG non enregistrées aient été officiellement décriminalisées, leurs activités restent systématiquement sous contrôle des organes de sécurité.

Autoritarisme et nationalisme sont donc allés de pair sous le régime de S. Niazov qui a fait du culte de la nation turkmène l'un des piliers de sa présidence. De plus, dès l'indépendance, S Niazov mena une politique très nettement favorable aux seuls Turkmènes ethniques, discriminant ainsi les minorités russes et ouzbèkes. La mort de Niazov allait-elle changer quelque chose ?

Une société et une économie exsangues : Un tableau apocalyptique ?

La dictature et l'exiguïté économique furent synonymes d'un effondrement spectaculaire de l'éducation et d'une vie culturelle mise à mal à tel point qu'on met en exergue le thème d'une génération scolaire sacrifiée avec une désalphabétisation programmée qui risque d'avoir des conséquences importantes en matière d'instabilité politique et sociale sur le long terme.

La présidence Niazov a surtout empêché le Turkménistan de gérer librement son entrée sur la scène internationale. Les difficultés de se procurer des statistiques fiables, considérées comme « secret défense » par le pouvoir en place illustrent cette fermeture programmée.

Depuis l'indépendance, la population travaillant dans les services diminue, tandis que celle employée dans l'agriculture augmente. L'industrie légère a quasiment disparue et le secteur

bancaire est pratiquement inexistant. Le pays est touché par un processus de ruralisation concentré avant tout autour du coton qui fournissait en 1991 15% de la production mondiale même si les rendements ne cessent de baisser depuis plusieurs années. De plus, la mauvaise qualité du coton contribue à une baisse des revenus.

Mais, malgré la rapidité de l'auteur à conter les problèmes liés à la maîtrise de l'eau qui pourtant est un des points d'accroche principal de la compréhension de la région, il est fait référence à un environnement fortement dégradé lié avant tout à une conception prédatrice de la nature que souligne la catastrophe de la mer d'Aral. La maîtrise de l'eau apparaît ainsi comme l'un des principaux enjeux auxquels le pays doit faire face sur le long terme surtout que très peu d'investissements ont été engagés dans les infrastructures hydrauliques.

De plus, des cas de disette sont régulièrement mentionnés en particulier dans l'est du pays. Selon les données de la Banque Mondiale, environ la moitié de la population se trouverait en dessous du seuil de pauvreté. Enfin, les difficultés économiques récurrentes ont poussé les autorités à diminuer les aides sociales, déjà minimales et irrégulières. Le système sanitaire est par voie de conséquence défaillant. Le pouvoir s'efforce d'étouffer toute information signalant le retour des épidémies et la consommation croissante de drogue.

Le Turkménistan a-t-il un avenir ?

À la mort de S Niazov en décembre 2006, G. Berdymukhammedov le remplace. L'espoir d'une transition nécessaire se trouve matérialisée par ce changement institutionnel. Plusieurs éléments laissent supposer un assouplissement du régime et une certaine libéralisation dans les domaines sociaux qui avaient été les plus affaiblis par la dictature niazovienne. Le premier acte fut le rétablissement du système éducatif même si, en raison de son coût élevé, il faudra beaucoup de temps pour que les politiques scolaires puissent redevenir efficaces. Ainsi, le nouveau président a signé un décret de réintroduction de la langue russe dans toutes les écoles. D'autre part, bien qu'étant un état laïc, les autorités politiques affirment vouloir réhabiliter l'islam et les traditions islamiques, dans une religion très encadrée par l'Etat.

Peut-on considérer le Turkménistan comme le futur « Koweït » de l'Asie Centrale ? Après le Kazakhstan, le pays est l'Etat d'Asie centrale le plus riche en hydrocarbures même si son sous-sol est difficile à exploiter. Officiellement, le pays a ouvert ses gisements *onshore* et *offshore* aux sociétés étrangères. Dans la pratique, les conditions financières et l'imprévisibilité du cadre légal dissuadent de nombreux investisseurs étrangers. Mais le problème majeur est de nature géopolitique avec la moitié des réserves se trouvant en mer Caspienne qui accueille cinq pays riverains.

Le Turkménistan est aujourd'hui à une époque charnière de son existence. Il lui est difficile d'avoir de mauvaises relations avec ses voisins. Sa capitale Achgabat se trouve en effet à 30 kilomètres de la frontière iranienne. Dans un tel environnement, Niazov avait promu « la neutralité permanente ». Cela a mené à l'enclavement et à l'autarcie par le refus récurrent de participer aux différents programmes internationaux. Après les accords de 2003 signés avec Gazprom, la Russie se présente comme un allié fidèle dans sa lutte contre l'influence occidentale. Les relations avec l'Ouzbékistan sont difficiles car fondées sur de multiples litiges : frontières, partage de l'eau... même si un accord d'amitié a été signé en 2004 avec le voisin. Les relations avec la Chine n'en sont qu'à leurs débuts. Les relations avec l'Occident restent cependant bien limitées avec des accords épisodiques mais aucune relation durable, de confiance n'a pu être menée à bien. C'est ici que réside la question clef de l'avenir du pays que

Sébastien Peyrouse analyse, passionné qu'il est des enjeux géopolitiques et géostratégiques de la région.

Compte rendu : Jean Philippe Raud Dugal

Pour aller plus loin :

[Le Turkménistan, une dictature gazière](#)

[Turbulences en Asie Centrale](#)

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net